

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du Curé Marion  
39000 Lons-le-Saunier

Le 9 janvier 2024.

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CAR EL MA SAS (Grand Crétêt)**

Grand Crétêt  
39220 Les Rousses

Références : LB/VV/2024/L\_02  
Code AIOT : 0005901718

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement CAR EL MA SAS (Grand Crétêt) implanté Grand Crétêt 39220 Les Rousses. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CAR EL MA SAS (Grand Crétêt)
- Grand Crétêt 39220 Les Rousses
- Code AIOT : 0005901718
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CAR EL MA est autorisée à exploiter le site de la carrière des Rousses depuis le 19 mai 2014 pour une durée de 11 ans (AP n°AP-2014-13-DREAL du 19 mai 2014). Par arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2020-25-DREAL du 9 juin 2020, la société CAR EL MA est autorisée à créer une activité de recyclage de déchets bitumineux et modifier le volume de déchets inertes utilisés pour la remise en état d'une carrière à ciel ouvert de roches calcaires massives sur la commune de LES ROUSSES.

La visite d'inspection réalisée le 26 octobre 2023 a pour but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires relatives aux procédures d'acceptation de déchets inertes sur le site de la carrière.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- déchets, apport de déchets inertes

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1  | apport déchets inertes : contrôles sur site                | AP Complémentaire du 09/06/2020, article 29.1.5 | Mise en demeure, respect de prescription   | 4 mois                |
| 2  | apport déchets inertes : procédure d'acceptation préalable | AP Complémentaire du 09/06/2020, article 29.1.4 | Mise en demeure, respect de prescription   | 4 mois                |
| 3  | apport de déchets inertes: accusé d'acceptation            | AP Complémentaire du 09/06/2020, article 29.1.6 | Mise en demeure, respect de prescription   | 4 mois                |
| 4  | apport de déchets inertes: registre des déchets entrants   | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er   | Mise en demeure, respect de prescription   | 4 mois                |
| 6  | apport déchets inertes: plan topographique                 | AP Complémentaire du 09/06/2020, article 29.2.4 | Mise en demeure, respect de prescription   | 4 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 5  | apport de déchets inertes: TTD             | Règlement européen du 14/06/2006, article 3        | Sans objet        |
| 7  | Stockage refus de tri lieu déchargement DI | AP Complémentaire du 09/06/2020, article 28bis.2.4 | Sans objet        |
| 8  | registre déchets sortants                  | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2        | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'ensemble des constats relevés par l'inspection sont non-conformes: les prescriptions relatives à l'apport de déchets inertes ne sont pas respectées ce qui conduit l'inspection à proposer une mise en demeure au préfet du Jura.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : apport déchets inertes : contrôles sur site

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/06/2020, article 291.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.<br>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.  |
| <b>Constats :</b><br>NON-CONFORMITE : Lors de la visite du 26 octobre 2023, l'inspection constate que sur trois camions venant décharger des déchets inertes sur la carrière, aucune vérification des documents d'accompagnement n'est réalisée, aucun contrôle visuel des déchets n'est réalisé ni à l'entrée de l'installation ni lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

### N° 2 : apport déchets inertes : procédure d'acceptation préalable

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/06/2020, article 291.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>• le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li><li>• le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li><li>• le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li><li>• l'origine des déchets (lieu de production initial) ;</li><li>• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>• la quantité de déchets concernée en tonnes.</li></ul> Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.<br>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.<br>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.<br>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période. |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la visite du 26 octobre 2023, l'inspection a contrôlé le déchargement de déchets inertes de 3 camions différents sur le site de la carrière. Les documents d'acceptation préalable (DAP) n'étaient pas consultables sur site.  |

Par courriel du 03/11/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

Le DAP relatif au camion GB 731 GK et correspondant aux livraisons concernées de la société D chez CARELMA ;

Le DAP relatif au camion EN 496 FQ qui concerne la plateforme X ;

Le DAP relatif au camion EN 690 RG qui concerne la plateforme X ;

Les DAP relatifs aux apports de matériaux de la plate-forme X de Gex chez CARELMA.

Camion n°1 : - camion GB 731 KJ - producteur de déchets : D - chantier DARBELLA\*- identification des entrants : matériaux d'excavation, case terres et cailloux 17 05 04 cochée (\*données du BSD).

Le document d'acceptation préalable transmis par courriel du 03/11/2023 comprend les éléments demandés à l'article 29.1.4 de l'APC du 9 juin 2020 et est signé par le producteur de déchets.

Camion n°2 camion EN 496 FQ - producteur de déchets : plate-forme X - chantier : GEX\*- identification des entrants : déchet recyclable de brique, case briques 17 01 02 cochée (\*données du BSD)

L'exploitant a transmis deux déclarations préalables correspondant à cette livraison : une DAP entre le chantier SUISSE (producteur : société A à TOLOCHENAZ) et la plateforme X à GEX , et une DAP entre la plateforme X à GEX et la carrière CAR EL MA aux Rousses.

#### NON-CONFORME :

Dans les documents d'acceptation préalable transmis par courriel du 03/11/2023, les éléments suivants sont manquants ou incorrects :

- le numéro de SIRET du producteur de déchets, société A ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et coordonnées du ou des transporteurs et leur numéro de SIRET,
- la quantité de déchets en tonnes et non en volume,
- le libellé du code déchet 17 01 02 est « briques » et non « briques, tuiles, céramiques » comme indiqué dans le DAP.

Par ailleurs, le fait de scinder la livraison avec deux DAP n'est pas conforme car le DAP entre la plate-forme X de GEX et la carrière CAR EL MA correspond à plusieurs livraisons, de plusieurs producteurs de déchets différents.

Camion n°3 camion EN 690 RG - producteur de déchets : plate-forme X - chantier : GEX\*- identification des entrants: déchet recyclable de brique, case briques 17 01 02 cochée et case mélange de béton, tuiles et céramiques 17 01 07 cochée à la main (\*données du BSD)

L'exploitant a transmis deux déclarations préalables correspondant à cette livraison : une DAP entre le chantier SUISSE (producteur : société B à GENEVE) et la plateforme X à GEX , et une DAP entre la plateforme X à GEX et la carrière CAR EL MA aux Rousses.

#### NON-CONFORME :

dans le document d'acceptation préalable transmis par courriel du 03/11/2023, les éléments suivants sont manquants ou incorrects :

- le numéro de SIRET du producteur de déchets, société B ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et coordonnées du ou des transporteurs et leur numéro de SIRET ;
- la quantité de déchets en tonnes et non en volume ?
- le libellé du code déchet 17 01 02 est « briques » et non « briques, tuiles, céramiques » comme indiqué dans le DAP.

Par ailleurs, le fait de scinder la livraison avec deux DAP n'est pas conforme, car le DAP entre la

|  |
|--|
| plate-forme X de GEX et la carrière CAR EL MA correspond à plusieurs livraisons, de plusieurs producteurs de déchets différents. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

**N° 3 : apport de déchets inertes: accusé d'acceptation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/06/2020, article 29.1.6   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>29.1.6 – En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en précisant les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;</li> <li>• la date et l'heure de l'acceptation des déchets.</li> </ul>   |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant édite un bordereau de suivi des déchets dans lequel les informations minimales sont précisées (quantité de déchets en kg et non en tonnes, la date et l'heure d'acceptation des déchets).<br><br><b>NON-CONFORME:</b> le producteur de déchets indiqué pour les camions n°2 camion EN 496 FQ et n°3 camion EN 690 RG est la plate-forme X à GEX, or les producteurs sur les DAP correspondants sont respectivement la société A et la société B en SUISSE. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

**N° 4 : apport de déchets inertes: registre des déchets entrants**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.<br>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <li>Concernant la date d'entrée dans l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> </li> <li>Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</li> </ul> </li> </ol> |

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par courriel du 03/11/2023, une extraction du registre d'admission des déchets inertes pour la carrière CAR EL MA pour les mois de septembre et octobre 2023.

**NON-CONFORME :**

le registre ne comprend pas les éléments suivants :

- la dénomination usuelle du déchet ;
  - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
  - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée.
- c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
  - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
  - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
  - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

|   |
|---|
| - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;<br>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

**N° 5 : apport de déchets inertes: TTD**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 14/06/2006, article 3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, transfert transfrontalier de déchets  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>Article 3 du règlement du 14 juin 2006<br/>Cadre de procédure général</p> <p>1. Sont soumis à la procédure de notification et de consentement écrits préalables, conformément aux dispositions du présent titre, les transferts ayant pour objet les déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. s'il s'agit de déchets destinés à être éliminés : tous les déchets ;</li> <li>b. s'il s'agit de déchets destinés à être valorisés : <ul style="list-style-type: none"> <li>i. les déchets figurant à l'annexe IV, laquelle comprend notamment les déchets énumérés aux annexes II et VIII de la convention de Bâle ;</li> <li>ii. les déchets figurant à l'annexe IV A ;</li> <li>iii. les déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A ;</li> <li>iv. les mélanges de déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A, sauf s'ils figurent à l'annexe III A.</li> </ul> </li> </ul> <p>Article L541-40 du code de l'environnement</p> <p>I.-L'importation, l'exportation et le transit de déchets sont soumis aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.</p> <p>II.-En cas d'exportation de déchets soumise à notification, le notifiant est établi en France. Il en va de même pour la personne, visée au 1 de l'article 18 du règlement mentionné ci-dessus, qui organise un transfert de déchets dispensé de notification en application du 2 et du 4 de l'article 3 du même règlement.</p> <p>La notification couvre le transfert des déchets depuis un lieu d'expédition unique.</p> <p>Le notifiant est défini à l'article 2.15 du règlement mentionné ci-dessus.</p> <p>Le présent article et l'article L. 541-42-2 peuvent être adaptés par la prise d'un accord bilatéral entre les Gouvernements des États d'expédition et de destination des déchets, dans les limites prévues par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil, du 14 juin 2006, concernant les transferts de déchets.</p> <p><b>Constats :</b><br/>Lors de la visite du 26/10/2023, l'inspection constate les faits suivants sur les déchargements des deux camions immatriculés EN 496 FQ et EN 690 RG: (voir photos en annexe)</p> |



- des mélanges terres et cailloux, déchets hors liste soumis à notification ;
- du béton également identifié est codifié B2040 qui peut être transféré sous procédure d'information si le camion ne transporte que des déchets identifiés sous le code B2040 ;
- des tuiles et céramiques également identifiés sont codifiés B2030 qui peuvent être transférés sous procédure d'information si le camion ne transporte que des déchets identifiés sous le code B2030.

Ainsi, les deux transferts concernaient un mélange de déchets (hors liste, B2040 et B2030), dont le mélange est considéré comme hors liste, car il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III.A III.B, IV ou IV.A du règlement 1013/2006 du 14/06/2006 sur les transferts transfrontaliers de déchets .

**NON-CONFORME :** la procédure de notification et consentement écrit préalable aurait dû être appliquée pour ces deux transferts de déchets, or, l'exploitant n'a présenté aucun document de notification pour ces deux transferts et aucune procédure de notification n'est enregistrée dans l'application GISTRID (Gestion par Internet du Suivi des Transferts Internationaux de Déchets).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 6 : apport déchets inertes: plan topographique

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/06/2020, article 29.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, déchets

**Prescription contrôlée :**

29.2.4 – L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre visé à l'article 29.1.7 et de calculer le volume de déchets inertes accueillis.

**Constats :**

**NON-CONFORME :**

le plan transmis par courriel du 03/11/2023 est intitulé « état des lieux 16.12.2015 » et ne permet pas de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre visé à l'article 29.1.7 et de calculer le volume de déchets inertes accueillis.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 7 : Stockage refus de tri lieu déchargement DI

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/06/2020, article 28bis.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, déchets

**Prescription contrôlée :**

28bis.2.4. - Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets  
Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

**Constats :**

**NON-CONFORME :**

Lors de la visite, l'inspection constate à côté de la zone de déchargement des déchets inertes, le stockage à même le sol de déchets divers : plastiques, métaux, PVC, bois, etc..

|   |
|---|
| (voir photo en annexe)                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites |

**N° 8 : registre déchets sortants**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchets sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> |

**Constats :**

L'exploitant a transmis le registre des déchets sortants sur l'année 2023, par courriel du 03/11/2023.

**NON-CONFORME :**

Le registre des déchets sortants ne contient pas les éléments suivants :

Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## ANNEXE PHOTOS

déchargement camion immatriculé EN496FQ :





déchargement camion immatriculé EN690RG :





stockage à même le sol de déchets divers dans la zone de déchargement :

